



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

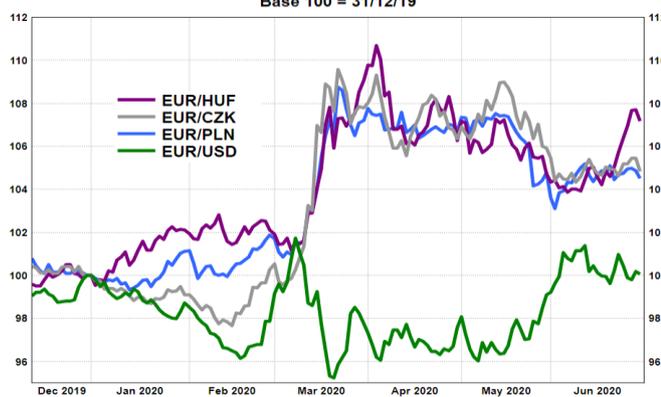
N° 06/2020

Du 1^{er} juin au 30 juin 2020

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone contre l'euro
Base 100 = 31/12/19



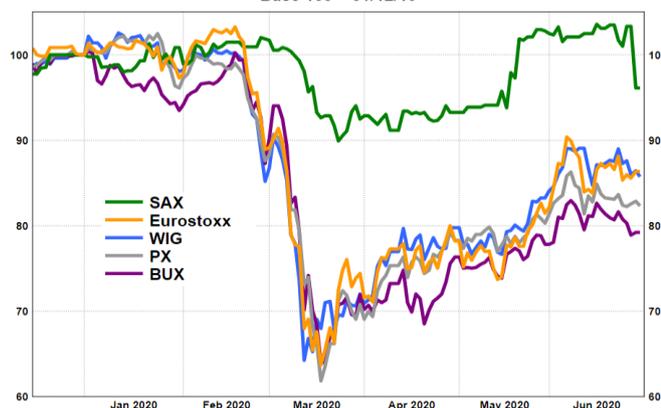
Source: Refinitiv Datastream/ SER de Varsovie

Ciôtures au	30/06/2020	24/06/2020	Variation hebdomadaire (%)	Depuis fin 2019 (%)
EUR/PLN*	4,44	4,45	-0,22	4,34
EUR/HUF*	354,43	351,85	0,73	7,06
EUR/CZK*	26,64	26,72	-0,30	4,79
EUR/USD*	1,12	1,12	0,00	-0,09
WIG20	49569,17	50479,64	-1,80	-14,29
BUX	35817,88	35210,60	1,72	-22,27
PX	918,00	919,31	-0,14	-17,71
Eurostoxx	3234,06	3196,12	1,19	-4,97
Spread PL-10	184,50	182,40	1,15	-18,07
Spread HU-10	268,00	253,40	5,76	18,22
Spread CZ-10	121,40	122,50	-0,90	-33,41

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

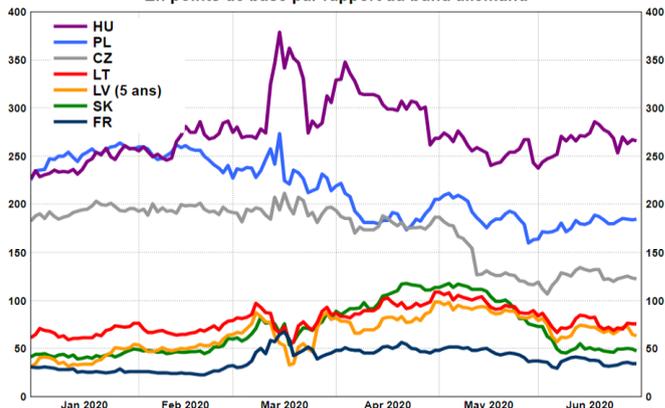
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers
Base 100 = 31/12/19



Source: Refinitiv Datastream/ SER de Varsovie

Rendement des obligations souveraines à 10 ans
En points de base par rapport au bund allemand



Source: Refinitiv Datastream/ SER de Varsovie

Taux d'intérêt (%)							
Zone euro		Rép. tchèque		Pologne		Hongrie	
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	0,25	Taux de refinancement à 1 semaine*	0,1	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,75 (-15 pb)
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,05	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,00	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	1,00	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	0,5	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	1,85
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	0,50	Réserves obligatoires	1,00**

* Taux directeur; ** plus de pénalités en cas de non respect du ratio de réserves obligatoires

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **La situation sanitaire semble sous contrôle dans la plupart des pays de l'Union européenne, avec de plus en plus de gouvernements qui annoncent la levée des restrictions introduites depuis le mois de mars.** Cela ne signifie cependant pas que le nombre de cas diminue, il est resté, notamment, compris en France entre 50 000 et 60 000 depuis la mi-avril, tandis que le nombre de cas confirmés continue d'augmenter dans certains pays comme en Suède. Les frontières internes ont été rouvertes depuis la mi-juin, mais l'entrée dans l'espace Schengen reste limitée jusqu'à la fin du mois de juin.
- **La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 4 juin, ajouter 600 milliards d'euros au programme de 750 milliards d'achat de dettes annoncé en mars.** Le montant total de ce plan se porte ainsi à 1,35 milliard d'euros. Ce plan, qui devait se terminer fin 2020, se retrouve prolongé jusqu'au minima à la mi-2021.
- **Baisse du PIB de 3,6% dans la zone et de 3,2% dans l'Union européenne au premier trimestre 2020 par rapport au dernier trimestre de l'année 2019,** selon Eurostat le 9 juin. Ce sont les plus fortes baisses observées depuis 1995. Au premier trimestre, la consommation des ménages a diminué de 4,7% dans la zone euro et de 4,3% dans l'UE. L'investissement a baissé de 4,3% dans la zone euro et de 3,9% dans l'UE. Les exportations et les importations ont diminué respectivement de 4,2% et de 3,6% dans la zone euro ainsi que de 3,5% et de 3,2% dans l'UE. Parmi les Etats membres, la chute de PIB entre le dernier trimestre de l'année 2019 et le premier trimestre de l'année 2020 a été la plus forte en France et en Italie (-5,3%) ainsi qu'en Espagne et en Slovaquie (-5,2%).
- **En avril, la production industrielle est en baisse de 28% dans la zone euro et de 27,2% dans l'UE en glissement annuel,** selon Eurostat le 12 juin. Les mesures de restrictions introduites en avril par les Etats membres ont eu un impact significatif sur la production industrielle. Les chutes de production dépassent celles enregistrées en 2009 qui étaient de 21,3% dans la zone euro et de 20,7% dans l'UE. Par rapport au mois de mars 2020, les chutes de production les plus fortes ont été enregistrées en avril en Hongrie (-30,5%), en Roumanie (-27,7%) et en Slovaquie (-26,7%).
- **La zone euro et l'Union européenne enregistrent respectivement un surplus commercial de marchandises de 2,9 milliards d'euros et de 0,2 milliard d'euros,** selon Eurostat le 15 juin. La première estimation concernant les exportations de biens dans la zone euro s'établit à 136,6 milliards d'euros, soit une baisse de 29,3% par rapport à avril 2019. Les importations atteignent 133,7 milliards d'euros, une baisse de 24,8% par rapport à avril 2019.
- **Déclin du volume de ventes au détail de 11,7% dans la zone euro et de 11,1% dans l'Union européenne par rapport au mois de mars,** selon Eurostat le 4 juin. Cette baisse a été particulièrement marquée au sein de l'UE pour le carburant (-25%), les produits non-alimentaires (-14,7%) et les produits alimentaires, le tabac et l'alcool (-5,9%). Sur un an, le volume des ventes au détail a diminué de 19,6% dans la zone euro et de 18% au sein de l'UE.
- **Le taux de chômage s'établit en avril à 7,3% dans la zone euro et à 6,6% dans l'Union européenne,** selon Eurostat le 3 juin. Le taux de chômage est en augmentation par rapport au mois de mars où il se situait à 7,1% dans la zone euro et à 6,4% dans l'UE. On estime que 14 millions de personnes se retrouvent ainsi au chômage dans l'UE, dont 11,9 millions dans la zone euro, soit une hausse respective de 397 000 et de 211 000 personnes. Les jeunes (en-dessous de 25 ans) sont particulièrement touchés avec un taux de chômage en avril de 15,4% dans l'UE et de 15,8% dans la zone euro.
- **La croissance annuelle du coût du travail a progressé au premier trimestre de l'année par rapport à la période analogue de l'année précédente de 3,4% dans la zone euro et de 3,7% au sein de l'UE,** selon Eurostat le 16 juin.
- **Baisse de l'inflation annuelle au mois de mai à 0,1% dans la zone euro et à 0,6% dans l'UE,** selon Eurostat le 17 juin. En mai, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 3,4% en Pologne, de 3,1% en République tchèque, de 2,2% en Hongrie, de 2,1% en Slovaquie et de 0,2% en Lituanie en rythme annuel tandis qu'il a diminué de -0,9% en Lettonie et de -1,8% en Estonie (la baisse la plus forte au sein



de l'UE). Au mois de mai, la plus forte contribution à l'inflation en zone euro est provenue des biens alimentaires, de l'alcool et du tabac (+0,64 pp), suivi des services (+0,59 pp), et des biens industriels non liés à l'énergie (-1,2 pp).

- **La dette souveraine des Etats membre de l'Union européenne est en majorité une dette de long terme détenue par le secteur financier résident**, selon Eurostat le 22 juin. Des différences peuvent néanmoins être observées. A la fin de l'année 2019, le secteur financier résident détenait 74% de la dette souveraine au Danemark, suivi de la Suède (73%), de la Croatie (80%) et de l'Italie (63%). Au contraire, la plus large proportion de la dette souveraine qui n'est pas détenue par des résidents a été enregistrée à Chypre (80%), en Lituanie (76%), en Lettonie (74%) et en Estonie (70%). De manière générale, moins de 10% de la dette est détenue par des résidents du secteur non-financier, à l'exception de la Hongrie (28%), de Malte (26%), du Portugal (15%) et de l'Irlande (11%). Par ailleurs, les dettes souveraines des pays membres de l'UE présentent en moyenne des maturités longues. Plus de 98% de la dette souveraine en Lituanie, Bulgarie, Pologne Slovaquie et République tchèque a une maturité supérieure à un an. Les pays possédant des dettes souveraines avec les maturités les plus courtes (inférieure à un an) sont la Suède (21%), suivie du Portugal (18%), de l'Italie (15%), de la Hongrie et du Danemark (11%).

Pologne

- **Elections présidentielles : résultats du premier tour qui s'est déroulé le dimanche 28 juin.** Si le président national-conservateur sortant Andrzej Duda est arrivé en tête du premier tour, il n'a pas obtenu la majorité absolue, avec 43,67% des votes. Il affrontera le candidat libéral Rafał Trzaskowski au second tour, le 12 juillet. Ce dernier a obtenu au premier tour 30,34% des votes.
- **Poursuite de l'assouplissement des mesures de restriction et de l'ouverture des frontières.** La Pologne a rouvert ses frontières le 13 juin et levé la quarantaine pour les citoyens de l'Union européenne. Après avoir rouvert le trafic aérien domestique le 1^{er} juin, le gouvernement a autorisé à partir du 17 juin les compagnies aériennes à reprendre les connexions aériennes internationales de transport de passagers entre la Pologne et les pays de l'UE et la Suisse, l'Islande et la Norvège. Les connexions aériennes avec le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni restent suspendues au moins jusqu'au 30 juin.
- **Les dernières mesures économiques**
 - **La Diète polonaise a adopté une loi sur la mise en place d'une "allocation de solidarité" de 1400 PLN (314 EUR)** qui sera versée pendant trois mois aux personnes qui ont perdu leur emploi postérieurement au 15 mars 2020, à la suite de la crise du coronavirus. Le coût budgétaire est évalué à 1,5 milliard PLN (0,4 milliard d'euros). La loi prévoit par ailleurs un relèvement, à compter du 1^{er} septembre, de l'allocation-chômage jusqu'à 1200 PLN (269 euros) pour les 90 premiers jours du versement et à 942,30 PLN (211 euros).
 - Dans le cadre des mesures anticrise en faveur de l'investissement, le Conseil des ministres a décidé d'assigner des **fonds supplémentaires à hauteur de 21 Md PLN (4,7 milliards d'euros) pour financer le programme de la construction des routes nationales** (S6 et S10 en particulier).
- **Bilan des mesures économiques :** Au total, le montant total des aides octroyées aux entreprises dans le cadre du programme anticrise est à ce jour de 19,7 milliards d'euros dont 11,5 milliards d'euros de soutien en liquidités dans le cadre du "bouclier financier", 2,3 milliards d'euro pour les garanties aux crédits par la banque de développement BGK, 1,7 milliard d'euros correspondent au coût de l'exemption des cotisations sociales ZUS, 1,7 milliard d'euros aux prêts (non-remboursables sous conditions) pour les microentreprises, 1,3 milliard d'euros au chômage partiel, 1,2 milliard d'euros aux aides à l'emploi.
- **D'après les prévisions de la Banque mondiale, le PIB en Pologne devrait se contracter de 4,2% en 2020**, soit un chiffre supérieur aux 3,4% anticipés par le gouvernement dans son programme de convergence, **avant de rebondir à 2,8% en 2021.** La Banque mondiale prévient dans son rapport que le contexte global d'incertitude pourrait conduire au retrait de certains investisseurs, limitant ainsi la capacité de rebond de l'économie polonaise en 2021.



- **Baisse de la production industrielle en mai de 17% en glissement annuel**, selon le Bureau des statistiques GUS le 19 juin. La production a le plus diminué dans l'automobile (-58%) et a augmenté dans la production de tabac (+8,1%) et les équipements électriques (+1,2%). On notera néanmoins l'évolution positive par rapport au mois d'avril de 10,1%. Les données de consommation électrique des entreprises relevées suggèrent que la production industrielle devrait se redresser au mois de juin mais rester en territoire négatif.
- **Baisse du volume des ventes au détail en mai de 7,7% en prix constants par rapport à la période analogue de l'année précédente**, selon le Bureau des statistiques GUS le 22 juin. Cette baisse est moins prononcée par rapport au consensus du marché (-12,9%) et au chiffre du mois d'avril (-22,9%). Les ventes automobiles sont le plus touchées (-34% en g.a.), en revanche celles de la catégorie "meuble, électroménager, électronique" affichent une augmentation de 14,4%. Par rapport au mois d'avril, les ventes ont néanmoins augmenté de 14,9%.
- **En avril, la balance du compte courant et du compte de capital est positive et s'établit à 13,6 milliards PLN**, selon la Banque centrale (NBP) le 15 juin. La balance courante a enregistré un surplus dans les services (5,7 milliards PLN) et dans le compte des revenus secondaires (0,1 milliard PLN) tandis qu'un déficit a été reporté dans le compte des revenus primaires (0,4 milliard PLN) ainsi que dans le commerce de marchandises (0,2 milliard PLN). Les exportations de biens s'élèvent à 62,6 milliards PLN, soit inférieur de 24,9% par rapport à leur niveau au mois d'avril de l'année précédente. Les exportations de services se sont maintenues à 13,8 milliards PLN, représentant un déclin de 37% par rapport à la période analogue de 2019. Les importations de services ont atteint 8,1 milliards PLN, soit une baisse de 40,5% sur un an.
- **La balance commerciale s'élève au premier trimestre à 3,3 milliards PLN cette année alors qu'elle s'élevait à 1,5 milliard PLN à la même période en 2019**, selon le Bureau des Statistiques GUS le 17 juin. Les exportations atteignent ainsi au premier trimestre 320,8 milliards PLN tandis que les importations s'élèvent à 317,5 milliards PLN. Par rapport au premier trimestre de l'année 2019, les exportations et les importations ont diminué respectivement de 5,3% et de 5,8%.
- **Le taux de chômage a augmenté en mai de 0,2 point pour atteindre 6% de la population active**, d'après le bureau des statistiques GUS. Selon le Ministère des finances, 1,1 millions de personnes se sont enregistrées dans des centres d'emploi, soit 45 000 de plus que par rapport au mois d'avril. Le nombre de personnes qui se désinscrivent augmente grâce à une hausse des emplois créés. La demande pour des travailleurs saisonniers devrait contribuer à limiter une hausse du chômage au 2^{ème} trimestre.
- **Le bénéfice net du secteur bancaire a chuté de 44% au cours du premier trimestre 2020**, d'après la KNF (régulateur du marché financier), **à 2,36 milliards PLN (530 millions d'euros)**. La baisse de la rentabilité du secteur bancaire résulte pour l'essentiel de l'impact des provisions pour les crédits non performants qui se chiffrent pour la période janvier-avril à 4,2 milliards PLN (940 millions d'euros), en augmentation de 55% par rapport à la période analogue de l'année précédente.
- **Les compagnies d'assurance voient leurs profits chuter**. Selon la Chambre polonaise d'assurance, les profits des assureurs polonais ont atteint 1,05 milliard PLN au premier trimestre, soit 7,3% de moins qu'à la même période en 2019. Le deuxième pilier, principalement l'assurance de biens, a vu ses profits diminuer de 36% en raison d'une baisse des revenus provenant du placement des primes perçues ainsi que d'une hausse des réclamations de 14%. Les compagnies d'assurance devraient être impactées dans les trimestres à venir par une baisse des ventes d'assurance et une hausse des indemnités à verser en raison des sécheresses attendues.
- **Le nombre d'étrangers séjournant en Pologne a diminué lors des deux premiers mois du confinement de 233 000, soit -10,1%**, d'après le Bureau des Statistiques GUS. Le GUS indique par ailleurs que la population des étrangers séjournant en Pologne est largement dominée par les citoyens ukrainiens (1,35 millions, soit 64,5% du total), puis par les biélorusses (105 000) et les allemands (77 000).
- **L'inflation atteint son niveau le plus bas depuis six mois en mai à 2,9% en glissement annuel contre 3,4% en avril**, selon le Bureau des Statistiques GUS. Par rapport au mois d'avril, les prix ont décliné de



0,2%. On notera une augmentation toujours dynamique des prix des denrées alimentaires (6,1%) de l'énergie (5,2%), des services d'hôtellerie/ restauration (6%) et des soins de santé (5,5%). La chute des prix du carburant (23% inférieurs par rapport au mois de mai 2019) explique en grande partie cette baisse du niveau général des prix.

- **Le déficit budgétaire s'élève à 25,9 milliards PLN sur la période allant de janvier à mai (alors qu'il était de 2,2 milliards PLN à la même période en 2019),** selon le Ministère des finances. Seulement 36,1% des revenus ont été collectés (contre 41,9% l'année dernière). Les recettes fiscales sont inférieures de 8 milliards PLN par rapport à 2019, malgré une augmentation des droits d'accise et une hausse de l'inflation. Les recettes fiscales issues des impôts sur les sociétés ont diminué de 4 milliards PLN et les impôts sur les revenus de 2 milliards. Au total, les recettes fiscales sont inférieures de 9% par rapport à la période analogue de l'année précédente. Cette baisse des revenus, et plus particulièrement des recettes fiscales, devrait contribuer à renforcer l'augmentation du déficit budgétaire cette année.
- **Depuis la chute brutale du WIG 20 le 12 mars, cet indice s'est apprécié de 33%** (la progression depuis le début de l'année reste toutefois négative de -14,3%). **Le zloty se stabilise face à l'euro aux alentours de 4,4 (4,44 au 30 juin).**

Hongrie

- **Poursuite de l'assouplissement des mesures de restriction et de l'ouverture des frontières.** Ce mois signe également la fin de l'état d'urgence à compter du 20 juin.
- **La banque centrale hongroise (MNB) a baissé ses taux directeurs pour la première fois depuis 2016 de 0,9% à 0,75% le 23 juin.** Cette baisse a été justifiée par la nécessité de maintenir la stabilité des prix et de soutenir la croissance économique. La décision a immédiatement entraîné un glissement de la devise nationale qui a atteint un point bas de 356 HUF pour un euro le 26 juin.
- **Dernières prévisions économiques.**
 - L'OCDE anticipe une récession record de 8% en Hongrie pour l'année 2020 contre -3% anticipé par le gouvernement, -3,1% par le FMI, -5% par la Banque mondiale et -7% par la Commission européenne.
 - La banque centrale hongroise (MNB) prévoit désormais une croissance de 0,3 à 2 % en 2020, puis de 3,8 à 5,1 % en 2021, et de 3,5 à 3,7 % en 2022. Ces prévisions restent très optimistes par rapport aux prévisions du gouvernement (-3%) et des principales institutions internationales.
- **Le déficit extérieur de marchandises s'élève à 611 millions d'euros en avril,** selon le bureau central des statistiques (KSH) le 9 juin. Par rapport à la période analogue de l'année précédente, les exportations et les importations ont diminué respectivement de 37% et de 28% au mois d'avril. En avril, les exportations atteignent ainsi 5,628 millions d'euros et les importations 6,239 millions d'euros. Le solde extérieur s'est détérioré de 840 millions d'euros, ceci s'explique en partie par le fait que les exportations ont diminué plus fortement par rapport aux importations.
- **Le volume des ventes au détail a diminué de 10,2% en avril par rapport à l'année dernière,** selon le bureau central des statistiques (KSH) le 4 juin. Le volume des ventes au détail a diminué pour les articles d'occasion (-80%), les boutiques de vêtements et de chaussures (-90%) ainsi que pour les stations essence (-26,3%). Le volume des ventes au détail des magasins d'agroalimentaire a en revanche progressé de 2,5%.
- **La production industrielle a baissé de 36,8% en avril par rapport à la même période de l'année précédente,** selon le bureau central des statistiques (KSH) le 12 juin. Ceci s'explique principalement par la baisse des exportations industrielles (-43%) et par la chute de la production automobile (-80%) en raison de l'arrêt total ou partiel des usines. Au sein du secteur automobile, la production de véhicules automobile a décliné de 94% tandis que la fabrication de pièces et accessoires pour véhicules automobiles a diminué de 69%. La production d'équipements électroniques a diminué de 21%. Néanmoins, certains secteurs tels que le secteur pharmaceutique ont vu leur production augmenter de 19,4%.



- **Le taux de chômage atteint 4,7% au mois de mai et progresse de 0,6 point de pourcentage sur un mois**, selon le bureau central des statistiques (KSH) le 29 juin. Par rapport au mois précédent, le nombre de personnes au chômage a augmenté de 28 000 et atteint ainsi au total 215 000.
- **Au mois d'avril, le salaire brut moyen a progressé de 7,8% en glissement annuel**, selon le bureau central des statistiques (KSH) le 30 juin. En lien avec les conséquences économiques de l'épidémie du coronavirus, le taux de croissance des revenus a ralenti par rapport aux 9% à la période analogue de l'année précédente. Au premier trimestre 2020, le salaire brut moyen a progressé de 8,7% par rapport au mois d'avril 2019. Les salaires réels ont augmenté de 4,6%, les prix à la consommation augmentant de 3,9% en glissement annuel.
- **Le niveau des prix a augmenté de 2,2% au mois de mai en glissement annuel**, selon le bureau central des statistiques (KSH) le 9 juin. L'inflation, qui se situait à 2,4% en avril continue de décroître. Les prix des biens alimentaires ont augmenté de 8,4% et les prix de l'alcool et du tabac a cru de 6,7%. Les prix des services ont également progressé de 2,6%. La chute des prix du carburant, de 22% en mai, a contribué le plus largement à faire décroître le niveau général des prix.
- **Le déficit budgétaire sur les quatre premiers mois de l'année s'élève à 2,1 milliards d'euros**, ce qui correspond à 198,2 % du déficit annuel initialement prévu avant la crise du Covid-19, a annoncé le Ministère des Finances. Les recettes budgétaires de provenance de l'UE pendant les 4 premiers mois de l'année s'élèvent à 909 millions d'euros. Le coût total des approvisionnements médicaux pour la même période s'élève quant à lui à quelque 1,1 milliard d'euros.
- **Au cours du mois de juin, le Forint s'est déprécié de 2%**. Ce glissement de la devise nationale fait suite à la décision de la Banque centrale de baisser ses taux directeurs. Le Forint a atteint ainsi 356 HUF pour un euro le 26 juin, mais se redresse en fin de mois à 354 HUF pour un euro. En parallèle, **la Bourse de Budapest n'a pas progressé au cours du mois de juin et reste à un niveau inférieur de 22% par rapport au niveau atteint en début d'année**.

République tchèque

- **Poursuite de l'assouplissement des mesures de restriction et de l'ouverture des frontières**. A compter du 1er juillet, presque toutes les mesures restrictives seront levées en République tchèque, exceptée la restriction qui limite les rassemblements à 1000 personnes (voire 5000 s'il existe des espaces séparés). Par ailleurs, le gouvernement a assoupli les conditions de voyage : à compter du 15 juin, les Tchèques et les étrangers en séjour de longue durée en République tchèque pourront voyager sans restriction vers les états membres de l'Union européenne et de l'espace Schengen. Les destinations de voyage sont réparties en trois catégories, selon leur degré de danger d'un point de vue épidémiologique.
- **Bilan des mesures**. Selon le ministère du travail et des affaires sociales, 12,5 milliards CZK (0,5 milliard d'euros) ont été versés dans le cadre du programme antivirus (Kurzarbeit) à la date du 21 juin. 56 284 demandes ont été déposées, dont 99,8% ont été approuvées. 100 731 autres demandes sont actuellement en cours de traitement. Par ailleurs, selon la banque de garantie et de développement ČMRZB, seulement 95 demandes de prêts garantis dans le cadre du programme Covid Loan III ont été approuvées à la date du 21 juin. Le montant total de ces prêts s'élève à 267 millions CZK. 1 629 demandes ont été reçues représentant des prêts d'un montant total de 12,7 milliards CZK.
- **Dernières prévisions économiques**. Selon les Perspectives économiques de l'OCDE, la République tchèque connaîtrait une récession de 9,6% en 2020, puis un rebond de 7,1% en 2021. Toutefois, en cas de seconde vague d'épidémie, la récession pourrait atteindre 13,2% en 2020.
- **La production industrielle a connu une baisse historique en avril de 33,7% en glissement annuel**, selon l'Office statistique tchèque le 8 juin. Ceci s'explique principalement par la baisse des exportations directes de 41,7% et par la chute de la production automobile de 80,1%. Par rapport au mois de mars, la production industrielle a baissé de 23,4%.



- **Les ventes de véhicules neufs ont baissé de 30,3% en glissement annuel au cours des cinq premiers mois à 74 000 véhicules.** En mai, les ventes ont chuté de 44,4% sur un an. Les concessionnaires offrent des rabais de dizaines de milliers de couronnes pour relancer les ventes automobiles.
- **Les données du mois d'avril sur le commerce extérieur révèlent que le solde commercial tchèque est devenu déficitaire de 26,9 milliards CZK en avril** alors qu'il était nettement excédentaire un an plus tôt, selon l'Office statistique tchèque le 8 juin. Les exportations ont reculé de 39,3% en glissement annuel à 191,4 milliards CZK et les importations ont diminué de 27% à 218,3 milliards CZK. La République tchèque a été particulièrement impactée par les arrêts de production et les mesures prises pour limiter la propagation du virus. Le surplus commercial dans les véhicules automobiles s'est ainsi vu diminué de 35,7 milliards CZK. La balance commerciale s'est également détériorée de 4,7 milliards CZK au niveau des équipements électroniques.
- **Le taux de chômage s'est élevé à 2,3% au mois d'avril après 2% en mars,** selon l'office statistique tchèque le 2 juin. Le nombre d'heures travaillées par semaine a toutefois baissé significativement de 10% en mars en glissement annuel et de 22% en avril, en particulier pour les travailleurs indépendants qui ont vu leur temps de travail être réduit en moyenne de 31%.
- **L'inflation sur un an remonte au mois de mai à 2,9%, soit 0,3 point de pourcentage de plus que par rapport au mois d'avril,** selon l'Office statistique tchèque le 10 juin. Cette hausse de l'inflation par rapport au mois d'avril provient principalement d'une augmentation des prix des boissons alcoolisées (3,3%) et du tabac (3,7%) ainsi que des produits alimentaires, et notamment des fruits (7,6%).
- **Le gouvernement a présenté son 3^{ème} projet de loi de finances rectificative, avec une augmentation du déficit budgétaire à 500 milliards CZK en 2020 (soit 8,8% du PIB),** contre 300 milliards CZK (5,3% du PIB) dans la deuxième loi de finances rectificative adoptée par la Chambre des députés le 22 avril. Après s'être tout d'abord opposé à cette proposition, la Chambre des députés a finalement apporté son soutien lors du passage en première lecture. Le vote final est prévu le 8 juillet.
- Après avoir un point bas à 27,84 CZK/EUR le 23 mars, la couronne tchèque s'est redressée et stabilisée à un niveau de 26,7 CZK/EUR au mois de juin. **La devise nationale s'est néanmoins dépréciée de 4,8% depuis le début de l'année.** En parallèle, **la Bourse de Prague (PX) a chuté de 17,7% depuis le début de l'année** bien qu'elle soit repartie à la hausse à partir de mi-mars.

Slovaquie

- **Poursuite de l'assouplissement des mesures de restriction et de l'ouverture des frontières.** L'état d'urgence a pris fin le 13 juin. Par ailleurs, le gouvernement a supprimé la quarantaine obligatoire pour les personnes entrant en Slovaquie en provenance de 19 pays (la France n'en fait pas partie). Les rassemblements de masse allant jusqu'à 1 000 personnes seront autorisés à partir du 1er juillet si les conditions sanitaires sont réunies. Les restaurants ne sont plus obligés de garder une distance de 2 mètres entre les tables. Le régime scolaire sera assoupli et les écoles élémentaires ouvriront pour les élèves de la sixième à la neuvième et les écoles secondaires pour la dernière semaine de juin.
- **Les dernières mesures économiques**
 - Le gouvernement lance un autre programme de prêts soutenus par l'État, « anti-corona 2 », visant à fournir des garanties à 500 millions d'euros de nouveaux prêts par mois, permettant ainsi aux entreprises de contracter des prêts jusqu'à 2 millions d'euros avec une période de remboursement de 2 à 6 ans.
 - L'aide aux entreprises, aux travailleurs indépendants et aux employés se poursuivra après le 31 juillet de cette année. Le montant de prise en charge du kurzarbeit va augmenter. L'objectif est d'augmenter le plafond du kurzarbeit de 880 euros actuels à 1 032 euros ce qui correspond au plafond des prestations de chômage. Néanmoins, jusqu'à présent seuls 240 millions d'euros d'aides aux entreprises ont été versés au lieu des 1 milliard d'euros prévus par mois. La plus grande partie de l'aide d'État est allée à l'industrie automobile.



- **Dernières prévisions économiques.**
 - La banque centrale NBS revu ses prévisions économiques et prévoit désormais une contraction du PIB de 10,3% pour cette année, contre 9,3% auparavant. Au premier trimestre de cette année, l'économie slovaque s'est classée au deuxième rang des pays de l'UE ayant subi les baisses les plus importantes avec une contraction de son PIB de -3,8%. La croissance ne devrait pas reprendre au second semestre 2020 mais à celui d'après, soit en 2021. L'économie devrait alors croître de 8,4% en 2021 et de 4,5% en 2022.
 - D'après les dernières prévisions du Ministère des finances, le PIB de la Slovaquie devrait se contracter de 9,8% cette année contre une baisse anticipée de 7% en avril. En 2021, l'économie devrait rebondir et retrouver un bond de croissance à 7,6%, grâce à l'afflux massif de fonds européens et au kurzarbeit. Le principal risque principal pouvant venir affecter ces prévisions serait la survenue d'une deuxième vague pandémique.
- **Le PIB slovaque a enregistré une baisse de 3,8% en glissement annuel au premier trimestre 2020**, la première baisse enregistrée depuis dix ans, selon Eurostat le 9 juin. Après ajustements saisonniers, le PIB au premier trimestre a baissé de 5,2% par rapport au dernier trimestre 2019. Au premier trimestre 2020, la demande domestique a été le principal élément soutenant la croissance même si son rythme de progression est resté modeste par rapport au premier trimestre de l'année précédente, en augmentant de 2% avec une hausse de la consommation des ménages de 1% et des dépenses publiques de 1,1%. Néanmoins, l'économie slovaque a été particulièrement impactée par la chute du commerce extérieur avec une baisse des exportations de 11,2% au premier trimestre 2020 par rapport à la période analogue de l'année précédente.
- **Les mesures liées à la pandémie du coronavirus ont contribué à la chute du commerce extérieur slovaque au mois d'avril**, selon l'Office des statistiques slovaque le 9 juin. En avril, les exportations de biens ont diminué de 43% sur an et les importations ont baissé de 36,6%. La balance commerciale extérieure est négative et s'élève à 492,1 millions d'euros. Le déficit de la balance commerciale aura ainsi augmenté de 388,2 millions d'euros par rapport à la période analogue de l'année précédente.
- **La production industrielle a chuté de 42% en avril, principalement en raison d'une baisse de 78,9% du secteur automobile**, selon l'Office des statistiques slovaque le 10 juin. Les ventes de voitures neuves ont diminué de 58% en mai en Slovaquie en glissement annuel et de 38% sur la période janvier-mai, a indiqué l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Par ailleurs, les nouvelles commandes industrielles ont décliné de 57,7% par rapport à avril 2019 et s'établissent à 1,989 milliard d'euros.
- **Le salaire moyen a augmenté de 6,2% au premier trimestre en glissement annuel**, selon l'Office des statistiques le 5 juin. Il s'établit ainsi à 1 086 euros par mois. Sa dynamique de progression a néanmoins ralenti de 9 points de pourcentage. En prenant en compte l'inflation, le salaire réel a progressé de 3,3% au premier trimestre par rapport à la période analogue de l'année précédente.
- **L'augmentation slovaque des coûts horaires de la main-d'œuvre au premier trimestre a été la troisième plus élevée de l'UE avec 9,8%** alors que la moyenne européenne a été de 3,4%, selon les données d'Eurostat. Cette augmentation est liée principalement au secteur public (13,2%), le secteur privé n'ayant augmenté les salaires que de 8,6%.
- **L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'établit à 2,1% en mai**, selon l'Office des statistiques le 17 juin. Par rapport au mois d'avril, les prix ont progressé de 0,3% et ont été impactés en particulier par une hausse des prix des biens alimentaires (+25pp), des boissons alcoolisées (+7pp) et par une baisse des prix du carburant (-8pp).
- **Les bénéfices des banques en Slovaquie ont fortement chuté au cours des quatre premiers mois de cette année.** Selon les données de la Banque centrale de Slovaquie, fin avril, ils ont chuté de 54,3% en glissement annuel pour atteindre 98,1 millions d'euros. La banque centrale NBS prévoit que le bénéfice net du secteur bancaire chutera à 200 millions d'euros cette année, contre 643 millions d'euros l'an dernier et s'attend à une performance encore plus faible en 2021. Les banques sont encore bien capitalisées avec un ratio de fonds propres qui est passé de 18% fin 2019 à 19,5% en mars (contre 13% en 2008).



- **Amélioration des indices de confiance au mois de mai.** L'indice de confiance économique est passé à -29 points en mai contre -67 points en avril, selon une enquête réalisée par la CFA Society auprès des banques, universités, auditeurs et entreprises slovaques. Le climat conjoncturel actuel s'établit à -85, en légère amélioration par rapport à avril.
- **Le chômage a atteint 7,2% en mai.** Le taux de chômage enregistré en Slovaquie a augmenté de 0,63 point de pourcentage pour atteindre 7,2% en mai, contre 6,57% en avril, selon l'Office central des affaires sociales du travail et de la famille. Les agences pour l'emploi ont enregistré 198 256 demandeurs d'emploi disponibles pour prendre un emploi immédiatement. En mai, le nombre total de demandeurs d'emploi a augmenté de 14 679.
- **Après six ans de croissance ininterrompue, l'emploi baisse de 1,4% au premier trimestre en rythme annuel,** selon l'Office des statistiques slovaques le 5 juin. Le taux d'emploi passe ainsi de 73,5% au premier trimestre 2019 à 73% au premier trimestre 2020, soit une baisse du nombre de personnes employées de 36 100. Le taux d'emploi a particulièrement décliné dans le secteur des services.
- **Selon les estimations du Conseil de responsabilité budgétaire, le déficit public en 2020 a été de 8,67% du PIB (8,02 milliards d'euros) en mars et de 7,82 % du PIB (6,76 milliards d'euros) en avril.** Selon les nouvelles estimations du Conseil de responsabilité budgétaire, le déficit public devrait atteindre en mai 8,71 % du PIB soit 7,53 milliards d'euros contre un déficit anticipé initialement dans la Loi de finances à hauteur de 0,49 % du PIB (soit 480 millions d'euros). Par rapport à l'estimation d'avril, il s'agit donc d'une détérioration de 768 millions d'euros soit de 0,9 % du PIB. Les mesures gouvernementales pour soutenir l'économie pourraient atteindre 1,49 milliards d'euros soit 1,7 % du PIB. Cependant, l'impact négatif sur les finances publiques devrait se limiter à 564 millions d'euros puisque les fonds européens couvriraient les dépenses à hauteur de 922 millions d'euros.

ETATS BALTES

Estonie

- **Poursuite de l'assouplissement des mesures de restriction et de l'ouverture des frontières.** Le gouvernement a revu à la hausse la limitation du nombre de personnes autorisées à se réunir dans un lieu public à 100, au lieu de 50, mais toujours à 50% des capacités. Le gouvernement a également décidé d'ouvrir ses frontières avec 24 pays sans conditions de quarantaine, dont la France.
- **Les dernières mesures économiques.**
 - Le ministre des Finances a signé un accord avec la Banque de développement du Conseil de l'Europe pour un prêt de 200 millions d'euros. Les fonds octroyés doivent principalement servir à financer les mesures visant à atténuer les effets de la crise pour les autorités locales et les PME et TPE. Dans une moindre mesure, les fonds serviront à financer les activités de R&D liées au covid-19.
 - Le ministre des Finances a annoncé que l'émission d'obligations de long terme ne se ferait plus pour un montant de 1 milliard d'euros, mais pour 1,5 milliards d'euros. La bonne réception des obligations sur les marchés financiers et l'enthousiasme des investisseurs ont poussé le ministère à augmenter cet emprunt.
- **Bilan des mesures économiques.** 45 millions d'euros supplémentaires ont été alloués à la Caisse d'assurance-chômage pour la compensation salariale, notamment pour le mois de juin, portant les moyens de cette mesure à 228,9 millions d'euros. Cette aide a ainsi pu bénéficier jusqu'à présent à 133 121 employés dans 16 956 entreprises. 24,5% ont été attribués au secteur industriel, 20,4% au secteur de la vente et 13,3% à l'hôtellerie-restauration. Tallink et Bolt en ont été les principaux bénéficiaires.
- **Dernières prévisions économiques.** La banque d'Estonie a révisé ses prévisions de croissance et anticipe désormais une contraction du PIB de 10%, et un retour à la croissance de 8,5% en 2021.



- **Le déficit public s'est accentué à 2,3% du PIB en avril, pour un montant de 587 millions d'euros**, selon le Ministre des finances. Cette hausse du déficit provient a été impacté par la baisse des revenus issus de la TVA et des droits d'accise.
- Selon la banque centrale, **les exportations et les importations ont diminué respectivement de 3,8% et 3,5% au cours du premier trimestre**, confirmant la tendance à la baisse du commerce extérieur du pays entamée dès le second semestre de 2019. Les services sont le principal secteur concerné. **Les exportations et importations estoniennes ont particulièrement chuté au mois d'avril avec une baisse respective de 17% et de 22% par rapport au mois d'avril 2019**, selon l'Office des statistiques estonien le 9 juin. Les exportations se sont ainsi portées à 1,02 milliard d'euros en avril et les importations à 1,09 milliard d'euros en prix courants. Le déficit commercial atteint ainsi 61 millions d'euros eu mois d'avril et a diminué de 89 millions par rapport à avril 2019. Le déclin des exportations est surtout dû à la baisse des exportations de produits minéraux (-63 millions d'euros sur un an), des équipements de transport (-47 millions d'euros), et des équipements électriques (-31 millions d'euros).
- **La vente de voitures neuves a diminué de 62,2% en mai 2020 par rapport à l'année précédente**. Depuis le début de l'année, 34,6% de véhicules en moins qui ont été vendus par rapport à 2019.
- **Aujourd'hui, le pays compte 50 376 chômeurs, soit un taux de chômage de 7,8%**. Eesti Pank estime que le chômage devrait frôler les 13% d'ici la fin de l'année et que les salaires diminueront de 1%.
- **La fréquentation touristique a diminué de 95% par rapport à l'année précédente, avec seulement 13 000 touristes en avril**, selon l'Office des statistiques estonien le 5 juin.
- **L'aéroport de Tallinn a enregistré une baisse de 96,5% de sa fréquentation en mai 2020 par rapport à l'année précédente**.
- **L'indice des prix à la consommation au mois de mai a diminué de 0,7% par rapport au mois d'avril, et il est également 1,7% plus bas qu'en mai 2019**, selon l'Office des statistiques estonien le 5 juin. Par rapport à la même période de l'année précédente, le niveau général des prix a été principalement impacté par la chute des prix de l'essence (-18% sur un an) et de l'électricité, de l'énergie thermique et du chauffage (-9,3%). Les biens sont également 1,5% moins chers et les services 2% moins chers par rapport au mois de mai de l'année précédente. Les produits alimentaires et les boissons alcoolisées ont eu un effet positif sur l'évolution des prix, notamment avec une hausse respective des prix des fruits et de la viande sur un an de 23,3% et de 8,1%.

Lettonie

- **Le Gouvernement a décidé de ne pas prolonger l'Etat d'urgence au-delà du 9 juin et poursuit l'assouplissement des mesures de restriction et l'ouverture des frontières**. Depuis le 3 juin, les ressortissants des pays dans lesquels le nombre de cas de Covid-19 confirmés ne dépasse pas 15 cas pour 100 000 habitants au cours des 14 derniers jours ne sont plus soumis à la quatorzaine à leur arrivée. Les voyages depuis la Lettonie sont désormais possibles dans 28 pays européens, sauf la Grande-Bretagne, la Suède et le Portugal (à cause de la situation épidémiologique grave).
- **Les dernières mesures économique**
 - Le Gouvernement letton a décidé que le soutien aux entreprises et aux particuliers touchés par la crise de la pandémie Covid-19 sera maintenu jusqu'à la fin de l'année 2020. Il s'agit de reporter jusqu'à 3 ans le paiement des impôts par les entreprises, le remboursement de la TVA dans un délai de 30 jours maximum, ainsi que les programmes de garanties et de prêts aux entreprises assurés par l'institution financière Altum (équivalent letton de BPI France).
 - Redéploiement de 600 millions d'euros supplémentaires pour la réalisation de différents projets et d'initiatives ministérielles. Le Ministère des Finances indique de façon vague que ce décaissement est lié en partie au Budget de l'Etat et en partie aux Fonds européens, sans préciser s'il s'agit de réaffectation de crédits du CFP ou de nouveaux fonds liés à la crise économique post-Covid.
- **Bilan des mesures économiques**. Le soutien public destiné à la lutte contre les conséquences économiques et sociales provoquées par la crise sanitaire de la Covid-19 et le redressement économique,



ont atteint déjà 2,1 milliards d'euros. 966,46 millions d'euros ont été réservés pour assurer la mise en place de différentes mesures de soutien aux entreprises et aux particuliers, dont 228,7 millions d'euros sont déjà dépensés. Le gouvernement avait redéployé précédemment 500 millions d'euros de fonds européens non utilisés durant la période de programmation en cours, dont plus de la moitié seront utilisés pour la réalisation des projets dans le domaine des transports.

- **Dernières prévisions économiques.**
 - La Banque de Lettonie a revu à la baisse ses prévisions macroéconomiques et a annoncé que le recul du PIB letton atteindrait -7,5% en 2020 contre -6,5% anticipé en mars. La croissance économique devrait reprendre son essor au cours des prochaines années avec une hausse du PIB de 6,7% en 2021 et de 5% en 2022. Le taux de chômage devrait atteindre quant à lui 9,6% en 2020 et 10,3% en 2021.
 - L'OCDE prévoit que l'économie lettone enregistre une contraction de 8,1% en 2020, pour reprendre sa croissance à 6,3% en 2021.
 - Le ministre des Finances, Janis Reirs, a déclaré que la dette publique cumulée de la Lettonie ne dépasserait pas 52% du PIB en 2020 et devrait revenir au niveau de 40%-45% du PIB au cours des quatre ou cinq prochaines années.
- **Au cours des quatre premiers mois de 2020, les échanges internationaux de la Lettonie ont baissé de 5,1% par rapport à la même période en 2019**, selon le Bureau central des statistiques le 9 juin. Le volume des exportations lettones a baissé de 0,8%, tandis que celui des importations, de 8,7%. Au mois d'avril, les échanges internationaux de la Lettonie ont particulièrement décliné (-21,4% par rapport au mois d'avril de l'année précédente). Les exportations ont diminué de 13,9% et s'élèvent à 927,7 millions d'euros. Les importations ont quant à elles décliné de 27,4% pour atteindre 992,4 millions d'euros. Les échanges internationaux s'élèvent ainsi à 1,92 milliards d'euros en avril. La balance commerciale s'est légèrement améliorée sur un an comme la part des exportations a progressé de 44,1% à 48,3% du total des échanges internationaux de la Lettonie.
- **Lors des cinq premiers mois de l'année, les volumes des marchandises transbordées par les ports lettons continuent à baisser.** Le port de Riga a traité 10,05 millions de tonnes de marchandises, en diminution de 25,8% par rapport à la même période en 2019. Ventspils, deuxième port du pays, a vu une baisse des frets de 41% (5,91 millions de tonnes), tandis que le port de Liepaja, de 13%.
- **En avril, le volume de production industrielle s'est contracté de 9,2% en année glissante**, selon le Bureau central des statistiques le 3 juin. En avril, une diminution importante de production a été constatée dans la branche de production des remorques et de semi-remorques (-57%), de réparation et d'installation d'équipements et de machines (-39,4%), ainsi que de production de textile et d'habillement (-34,5% et -25,8% respectivement). Les volumes de production ont progressé dans les produits chimiques (+27,5%), la production d'équipements électriques (+10%), ainsi que de l'imprimerie et de la reproduction d'enregistrements (+6,4%). Par rapport au mois de mars, la production industrielle s'est contractée en avril de 7,4%.
- **Le trafic aérien chute de 98,6% en mai en rythme annuel**, selon le Bureau central des statistiques le 19 juin. La reprise du trafic aérien a été très modeste au mois de mai avec 10331 passagers (soit une hausse de 7271 passagers par rapport au mois d'avril), contre à des niveaux avoisinant les 500 000 passagers par mois en début d'année.
- **Baisse du nombre de touristes de 93,6% en avril par rapport à la période analogue de l'année précédente**, selon le Bureau central des statistiques le 5 juin.
- **Le chiffre d'affaires du commerce de détail a baissé en avril de 9% en rythme annuel**, selon le Bureau central des statistiques. En revanche, les ventes en ligne ont augmenté de +25,1%. Les ventes de produits alimentaires se sont légèrement contractées de -3,5%. Le chiffre d'affaires tiré des ventes de produits non alimentaires (hors automobile) s'est contracté de -14,9%. Les ventes de vêtements et de chaussures ont baissé de -56,5 %, le commerce de détail dans les marchés de -46%, tandis que le commerce de détail des équipements d'information et de communication, de -24,5%. Par rapport à avril 2019, la croissance du chiffre d'affaires la plus notable a été enregistrée dans le commerce de détail d'appareils électroménagers (+30%), et le commerce de produits pharmaceutiques et médicaux (+3,2%).



- **Le taux de chômage atteint 8,4% en mai, soit une augmentation de 0,4 point de pourcentage par rapport au mois d'avril de l'année précédente**, selon l'Agence d'Etat pour l'Emploi le 19 juin. La Lettonie compte ainsi au mois de mai 93 500 personnes au chômage, soit une hausse de 4 000 personnes depuis sur un mois et de 32 600 sur un an. Au cours des trois derniers mois, le nombre de chômeurs a augmenté de 22 500. Selon le Ministre de l'économie, la situation sur le marché du travail est en train de se stabiliser.
- **En mai, les prix à la consommation ont baissé de 0,6% en rythme annuel et de 0,4% par rapport au mois d'avril**, selon le Bureau central des statistiques le 8 juin. Sur un an, le prix des biens a diminué en mai de -1,6% alors que ceux des services ont progressé de 1,8%. On note une baisse des prix pour le transport (-9,6%), l'habitat (-1,5%) et l'habillement (-2,9%). En revanche, les prix ont progressé pour les produits agro-alimentaires (2,5%), les boissons alcoolisées et le tabac (1,5%), l'hôtellerie et la restauration (2,6%) ainsi que pour la santé (2,2%).
- **91,8% du budget prévu pour l'année 2020 a été utilisé au cours des cinq premiers mois de l'année**, selon le Ministre des finances le 27 juin. Entre le mois de janvier et de mai, 74,4% du montant des recettes fiscales qui avait été prévu a été collecté. Les recettes provenant de la TVA, de l'impôt sur les sociétés et des contributions à la sécurité sociale ont été respectivement inférieures au montant prévu de 14,4%, 31,1% et 5,4%. Les recettes fiscales ont particulièrement décliné au mois de mai (-17,9% par rapport au mois de mai 2019). Les dépenses publiques ont quant à elles augmenté de 7,8% sur les cinq premiers mois de l'année par rapport à la période analogue de l'année précédente et ont été impactées par les différents programmes de soutien introduits par le gouvernement pour limiter les impacts de la crise liée au covid-19.

Lituanie

- **Poursuite de l'assouplissement des mesures de restriction et de l'ouverture des frontières.** Les restrictions ont été levées pour les citoyens et les résidents de 24 pays de l'espace économique européen, incluant la France. Toutefois, les restrictions aux arrivées en provenance de pays européens avec des taux d'infection élevés en place pendant la quarantaine. Cela concerne notamment la Suède, le Royaume-Uni et le Portugal.
- **Les dernières mesures économiques. Le projet de création d'une banque publique d'investissement a été voté le 23 juin.** Cette banque d'Etat devrait être supervisée par la Banque centrale à l'intention des PME. Ce projet, soutenu fortement par le Président Lituanien, a fini par être considéré comme nécessaire dans la quasi-situation de duopole bancaire suédois (les deux banques réduisant au maximal l'accès au crédit pour les PME).
- **Dernières prévisions économiques.**
 - La Banque de Lituanie a publié une mise à jour de ses prévisions économiques. Selon les hypothèses actualisées, le ralentissement économique ne sera pas aussi grave que prévu : le scénario considéré comme le plus probable aujourd'hui est celui d'une baisse de 9,7% cette année (soit 1,7% de moins que les projections du mois de mars). Cette contraction proviendrait principalement d'une chute de la consommation (-12,5%), de l'investissement (-8%) et des exportations (-13,8%). Les importations devraient quant à elles décliné de 10,5% tandis que les dépenses publiques devraient progresser de 2,9% cette année. Les deux autres scénarios vraisemblables reposent sur une chute de 17%, ou celle de 7% du PIB en 2020.
 - L'OCDE anticipe quant à elle une contraction de l'économie lituanienne entre 8,1 et 10,4% cette année, en fonction des tendances de propagation et de l'éventualité d'une deuxième vague de coronavirus.
- **Au cours de la période du confinement - en avril 2020 - les ventes au détail ont baissé de 17,5%, en glissement annuel** (soit la plus forte baisse mensuelle depuis 2009). Bien que l'activité industrielle en Lituanie n'ait pas été restreinte par les mesures de quarantaine, la contraction de la demande étrangère n'en a pas moins diminué la production industrielle lituanienne de 11% en avril 2020 (en glissement annuel).



- **Les indices de confiance des consommateurs progressent de 7 points de pourcentage au mois de juin par rapport au mois de mai**, selon l'Office des statistiques lituanien le 26 juin. Cette hausse s'explique principalement par une progression des attentes concernant la conjoncture économique actuelle.
- **Des signes positifs ont été observés sur le marché du travail**. Depuis la fin du mois d'avril, le rythme de progression du taux de chômage a ralenti, en parallèle les créations d'emploi ont augmenté (+60% par rapport à mars 2020). La Banque centrale de Lituanie anticipe néanmoins dans ses prévisions une hausse du taux de chômage de 11,9% cette année, avant de redescendre à 8,8% en 2021.
- **L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'établit à 0,8% au mois de juin en rythme annuel**, selon l'Office des statistiques lituanien le 29 juin. Par rapport au mois de mai, l'inflation a progressé de 0,4%. Cette légère hausse de l'inflation provient surtout de la hausse des prix des biens alimentaires, des boissons non-alcoolisées, de la santé et des services tandis que les prix du transport, du logement, de l'électricité et du carburant ont diminué.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

PIB : produit intérieur brut

pb : points de base

pp : points de pourcentage

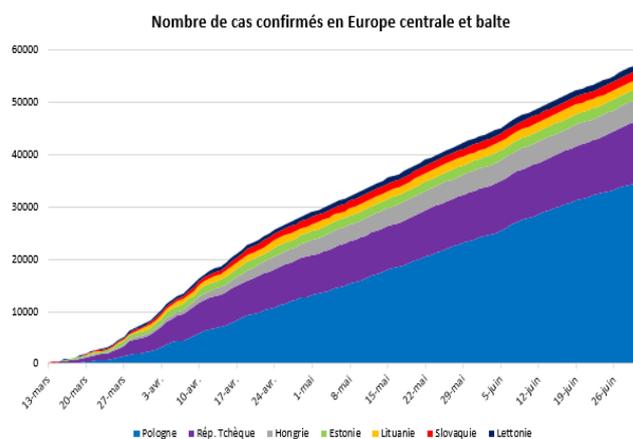
volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)



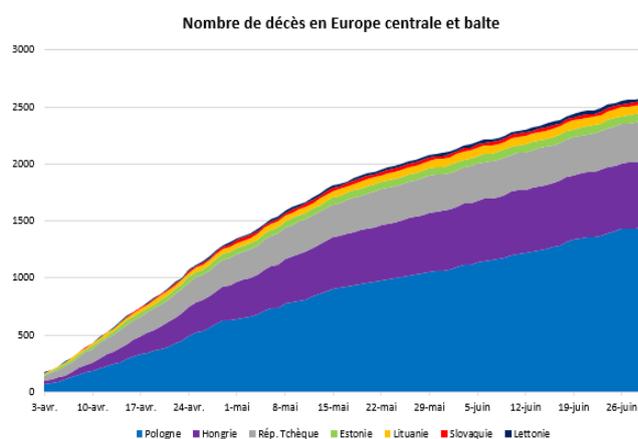
SITUATION EPIDEMIOLOGIQUE EN EUROPE CENTRALE ET BALTE

Situation épidémiologique au 30/06/20					
	Cas confirmés	Décès	Morts par millions d'habitant	Tests effectués	Population*
Pologne	34 393	1 463	38,5	1 521 406	38
Hongrie	4 157	586	54,8	274 945	10,7
République tchèque	11 954	349	35,6	551 001	9,8
Slovaquie	1 667	28	5,1	209 750	5,5
Estonie	1 989	69	53,1	106 786	1,3
Lettonie	1 118	30	15,8	148 777	1,9
Lituanie	1 817	78	27,9	422 840	2,8

Source: Ministère de la santé de chaque pays ; *Eurostat, 2019



Source: Ministère de la santé de chaque pays



Source: Ministère de la santé de chaque pays et presse locale


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie							
PIB (variation N/N-1 en %)*														
2019	4,1	4,9	2,6	2,3	4,3	2,2	3,9							
2020	-4,3	-7,0	-6,2	-6,7	-6,9	-7,0	-7,9							
2021	4,1	6,0	5,0	6,6	5,9	6,4	7,4							
Inflation (variation annuelle)*														
2019	2,1	3,4	2,6	2,8	2,3	2,7	2,2							
2020	2,5	3,0	2,3	1,9	0,7	0,2	0,8							
2021	2,8	2,7	1,9	1,1	1,7	1,9	1,5							
Chômage (% population active)														
2019	3,3	3,4	2,0	5,8	4,4	6,3	6,3							
2020	7,5	7,0	5,0	8,8	9,2	8,6	9,7							
2021	5,3	6,1	4,2	7,1	6,5	8,3	7,9							
Solde public (% PIB)														
2019	-0,7	-2,0	0,3	-1,3	-0,3	-0,2	0,3							
2020	-9,5	-5,2	-6,7	-8,5	-8,3	-7,3	-6,9							
2021	-3,8	-4,0	-4,0	-4,2	-3,4	-4,5	-2,7							
Dettes publique brute (% PIB)														
2019	46	66,3	30,8	48,0	8,4	36,9	36,3							
2020	58,5	75,0	38,7	59,5	20,7	43,1	48,5							
2021	58,3	73,5	39,9	59,9	22,6	43,7	48,4							
Solde courant (% PIB)														
2019	0,4	-0,9	0,7	-2,6	2,3	0,6	3,5							
2020	0,6	1,3	-1,5	-2,9	1,1	1,1	2,2							
2021	0,9	1,5	-1,0	-2,4	2,2	1,2	2,9							
Notation de la dette souveraine														
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Positive	A+	Stable	A+	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	Aa3	Stable	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A	Stable	AA-	Stable	A-	Negative	A	Stable

* Prévisions de printemps 2020

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Eloïse VILLANI et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 02/07/2020